

Les pactes internationaux traitant des droits de l'homme, adoptés le 16 décembre 1966, se proposent de libérer les individus en leur donnant le droit à l'existence, au travail, à l'aide médicale, à l'enseignement, etc. De ce point de vue, la situation en Chine prouve la supériorité du socialisme sur le capitalisme. Les Etats-Unis, porte-parole du «respect des droits de l'homme dans les pays socialistes», sont un modèle du non-respect de ces principes. Dans ce pays de «démocratie», 35 millions d'êtres humains vivent au-dessous du seuil officiel de pauvreté. Les Etats-Unis, champions de la «démocratie», furent les organisateurs du massacre d'un million de démocrates indonésiens en lutte pour leurs droits élémentaires en 1965; même chose à Panama, au Guatemala... Faut-il rappeler que 250.000 Irakiens ont payé de leur vie la soif des profits des compagnies pétrolières américaines? Les Etats-Unis sont les piliers des pires dictatures: Haïti hier, le Koweït aujourd'hui, sans parler du Maroc, etc. Toute la campagne actuelle des Etats-Unis pour le respect des «droits de l'homme» a pour but de «libérer» les forces de droite en vue de liquider le socialisme. Il n'y a pas de «démocratie» au-dessus des classes comme il n'y a pas de «droits de l'homme» au-dessus des classes. Seul, le socialisme réalise la véritable démocratie et le véritable respect des droits de l'homme pour les masses populaires. Nous publions à ce sujet, ci-dessous, un condensé d'une étude sur la situation en Chine dont vous trouverez le texte complet dans le prochain numéro d'Etudes Marxistes.

Le problème des droits de l'homme a certes un aspect international, mais il s'agit aussi d'un problème concernant surtout la souveraineté des pays. A ce titre, quand on étudie la situation des droits de l'homme dans un pays, on ne peut la séparer de l'histoire de ce pays ni des conditions concrètes de ce pays. Le peuple chinois a, sur base de l'histoire et de la situation particulière de la Chine, forgé, en s'appuyant sur l'expérience pratique accumulée de longue date, son propre point de vue sur les droits de l'homme et élaboré des lois et des politiques correspondantes.

## 1. Droit à l'existence: le droit de l'homme pour lequel le peuple chinois a lutté pendant de longues années

Pour un pays ou une nation, le premier des droits de l'homme est le droit à l'existence, sans lequel il n'est point question d'autres droits de l'homme. Dans l'ancienne Chine, l'agression des impérialistes et

# Point de vue de la Chine sur la question des droits de l'homme



L'insurrection nationaliste des «Boxeurs», en 1900, fut réprimée avec une violence inouïe. Dans l'ancienne Chine, l'agression des impérialistes et l'oppression du féodalisme faisaient peser une menace constante sur la vie des gens.

l'oppression du féodalisme et du capitalisme bureaucratique faisaient peser une menace constante sur la vie des gens. Les morts causés par les guerres et les famines étaient innombrables. Obtenir le droit à l'existence a été historiquement le premier problème à résoudre en matière de droits de l'homme.

De 1840 à 1949, les puissances impérialistes, Grande-Bretagne, France, Japon, Etats-Unis et Russie, ont livré des centaines de guerres d'agression contre la Chine, infligeant d'immenses pertes en vies et en biens au peuple chinois. Durant les guerres d'agression, les impérialistes se sont livrés à des massacres d'envergure. En 1900, les troupes alliées des huit puissances ont fait du bourg de Tanggu, de 50.000 habitants, un désert de ruines. 900.000 habitants sur le million que comptait Tianjin, ont été assassinés ou ont dû quitter la ville. Dans la guerre d'agression déclenchée par les impérialistes japonais en 1937, plus de 21 millions de Chinois ont été tués ou blessés.

Les impérialistes ont vendu et assassiné sans scrupule les ouvriers chinois. Du milieu du 19<sup>e</sup> siècle aux années 20 du 20<sup>e</sup> siècle, 12 millions d'ouvriers chinois ont été vendus dans diverses parties du monde. Ces ouvriers kidnappés ou dupés étaient détenus dans des *zhuziguan* («porcheries»), et portaient chacun une étiquette sur laquelle figurait l'endroit où il serait vendu. Les puissances impérialistes ont également réalisé des records de massacres stupéfiants dans les mines qu'ils exploitaient en Chine. Les morts étaient jetés dans des fosses dont plus de 80 ont été découvertes, où avaient été enter-

rés plus de 700.000 ouvriers chinois.

Plus de 1.100 traités inégaux permettaient aux impérialistes de piller de grandes richesses en Chine. Huit traités, comme le Traité de Nanjing, le Traité de Shimonoseki et le Traité de 1901, leur ont permis de piller 1.953 millions de taëls, soit 16 fois les recettes du gouvernement des Qing en 1901, tandis que les Japonais ont pillé 230 millions de taëls d'«indemnités», soit les recettes financières du Japon pendant 4 ans et demi, par le seul Traité de Shimonoseki.

Sa souveraineté perdue et ses ressources pillées, le peuple chinois était privé des conditions fondamentales d'existence.

Il a fallu attendre que le peuple chinois, sous la direction du Parti communiste chinois renverse la domination réactionnaire du Kuomintang et que la République populaire soit proclamée, pour que la situation change complètement.

Ils ont mis un terme à l'histoire humiliante de plus d'un siècle, pendant lequel la Chine s'était laissée maltraiter et avait connu des guerres et des troubles interminables. Les Chinois sont désormais debout en tant que maîtres de l'Etat et jouissent de leur dignité d'hommes.

Manger à sa faim et s'habiller chaudement étaient les exigences minimales des Chinois qui vivaient dans une misère noire depuis de longues années. Dans l'ancienne Chine, les propriétaires fonciers et les paysans riches qui ne représentaient que 10% de la population rurale, possédaient 70% des terres. Les *compradores* et les bourgeois bureaucratiques, qui ne représentaient qu'une partie infime de la

population, monopolisaient 80 % du capital industriel et contrôlaient l'économie nationale. La lourdeur de l'exploitation du peuple chinois par les fermages, les impôts, les prêts usuraires et le capital industriel et commercial était sans égale dans le monde. Les versements d'impôts représentaient 60 à 90 % des récoltes. Presque tous les ans, des dizaines, voire des centaines de milliers de gens, mouraient de faim. Lors des calamités naturelles, les champs étaient couverts de cadavres. Les inondations de 1931 dans l'est de la Chine ont fait plus de 3,7 millions de morts. En 1943, au seul Hunan, on a compté 3 millions de morts de faim.

Le PCC et le gouvernement chinois se sont attachés en priorité, à assurer nourriture et vêtement à tous. On a accompli le passage au socialisme de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, supprimé fondamentalement le système d'exploitation et mis sur pied le régime socialiste en donnant pour la première fois au peuple chinois la maîtrise des moyens de production et la propriété des ressources du pays.

Les terres cultivées de la Chine ne représentent que 7% de celles du monde, soit 1,3 mu (un mu = 1/15 ha) par habitant, beaucoup moins que les 12,16 mu des Etats-Unis et que la moyenne mondiale de 4,52 mu. Ces terres nourrissent cependant 22% de la population mondiale. Certains hommes d'Etat occidentaux avaient affirmé catégoriquement qu'aucun gouvernement chinois ne serait capable d'assurer leurs trois repas par jour aux Chinois. La Chine socialiste y est cependant parvenue par ses propres moyens.

Selon une étude sur échantillons, la quantité de calories qu'un Chinois absorbe par jour est passée de 2.270 calories en 1952 à 2.311 en 1978. Elle était de 2.630 calories en 1990, proche de la moyenne mondiale. L'espérance de vie des Chinois est passée de 35 ans avant la fondation de la Chine nouvelle à 70 ans en 1988, ce qui est supérieur à celle des pays à revenus moyens. Le taux de mortalité est tombé de 33‰ avant la fondation de la Chine nouvelle à 6,67‰ en 1990, un des chiffres les plus bas au monde. En 1987, le taux de mortalité infantile était de 31‰, ce qui rapproche la Chine du niveau des pays à revenus élevés. L'étiquette de «malade de l'Asie orientale», qui avait été collée à la Chine, appartient depuis longtemps au passé.

C'est un résultat historique que le peuple et le gouvernement chinois ont obtenu en luttant pour les droits de l'homme et en les garantissant. Comme la Chine est encore un pays en voie de développement et que sa puissance reste encore relativement faible, sauvegarder l'indépendance et la souveraineté du pays et les mettre définitivement à l'abri de toute menace impérialiste continuent à être les conditions fondamentales de l'existence des Chinois et du développement économique.

## 2. Le peuple chinois jouit de droits politiques étendus.

Le peuple chinois a mené une lutte admirable pour les droits démocratiques en même temps que pour le droit à l'existence.

Dans l'ancienne Chine semi-féodale et semi-coloniale, la masse du peuple était privée de droits démocratiques. La révolution de 1911, dirigée par le Dr Sun Yat-sen renversa la dynastie féodale des Qing et fonda la république de Chine. Il avait souhaité introduire en Chine la démocratie à l'occidentale. Cependant, les fruits de la révolution ont été usurpés par le seigneur de guerre féodal Yuan Shikai.

Beaucoup de Chinois se sont illusionnés sur le gouvernement de Tchiang Kai-chek soutenu par les Etats-Unis. Mais Tchiang Kai-chek n'était qu'un nouveau seigneur de guerre. Sa domination fasciste a abouti à un massacre sanglant de tous ceux qui luttèrent pour les droits démocratiques. Au mépris des reproches du PCC, des personnalités patriotes et démocrates, des divers milieux et des masses populaires, il poursuivit sa politique de non-résistance à l'agression de l'impérialisme japonais, tout en intensifiant la guerre civile.

Depuis sa fondation en 1921, le PCC a porté haut le drapeau de la démocratie et des droits de l'homme. Il a poussé et aidé Sun Yat-sen à réorganiser le Kuomintang, à instaurer la coopération entre le Kuomintang et le PCC, et à organiser l'Expédition du Nord contre les Seigneurs de guerre.

Dans les zones libérées, le PCC mit en place un gouvernement démocratique, élaboré des lois assurant les droits démocratiques au peuple, et appliqua résolument son propre programme de démocratie. Le système démocratique des zo-



Dans l'ancienne Chine, seuls 20% des enfants d'âge scolaire pouvaient entrer dans les écoles primaires. Aujourd'hui, tous les enfants sont scolarisés dans les villes et 97% dans les campagnes.

nes libérées, dans lequel l'ensemble du peuple mettait son espoir, attira un grand nombre de patriotes et démocrates.

Après la fondation de la Chine nouvelle, le peuple tout entier obtint effectivement les droits démocratiques. La Constitution stipule que la République populaire de Chine est un Etat socialiste de dictature démocratique populaire, dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

Afin d'assurer effectivement le statut de maître de l'Etat au peuple, et son droit à la gestion des affaires économiques et sociales de l'Etat, la Chine a adopté, comme système politique fondamental, l'Assemblée populaire nationale. Les députés et les représentants du peuple de tous les échelons sont élus démocratiquement. La Constitution stipule que tous les citoyens de la République populaire de Chine, ayant dix-huit ans révolus, ont le droit d'élire et d'être élus sans distinction d'appartenance ethnique, de sexe, de profession, d'origine sociale, de croyance religieuse et de durée de résidence. Il y a 2.970 députés à la 7<sup>e</sup> Assemblée populaire nationale. Parmi eux, 684 sont des ouvriers et paysans, soit 23%; 697 sont des intellectuels, soit 23,4%; 733 des fonctionnaires d'Etat, soit 24,7%; 540 viennent de partis ou groupements patriotes sans parti, soit 18,2%.

Le PCC est le parti au pouvoir en Chine socialiste, un parti qui représente les intérêts du peuple chinois entier. Son statut de parti dirigeant est un choix historique du peuple chinois, décidé au cours de sa longue lutte ardue pour l'indépendance et la libération.

La direction du Parti est principalement une direction politico-idéologique. Dans la direction de l'Etat, le Parti n'assume pas les fonctions du gouvernement, et mène ses activités dans le cadre de la Constitution et des lois.

La Chine attache une grande importance à la consolidation de la démocratie à la base, ce pour assurer aux citoyens les droits politiques. Les entreprises chinoises ont mis sur pied le système de représentation des travailleurs qui est une forme fondamentale de gestion démocratique des entreprises,

permettant ainsi aux travailleurs de participer à la prise de décisions et à la gestion des entreprises et d'exercer un contrôle sur les cadres dirigeants. Ces dernières années, presque tous les chefs d'usine et directeurs de grandes ou moyennes entreprises ont été examinés et évalués avec la participation et sous le contrôle des congrès de travailleurs.

### 3. Les citoyens jouissent des droits sociaux et économiques.

Pour la Chine, les droits de l'homme ne se limitent pas au droit à l'existence et aux droits politiques des citoyens; ils comprennent aussi les droits économiques, culturels et sociaux.

La Chine socialiste a aboli le système d'exploitation de l'homme par l'homme. La propriété du peuple entier et la propriété collective des masses travailleuses permettent aux travailleurs chinois d'avoir en leur possession les principaux moyens de production et de jouir des droits de gestion et d'utilisation de ces moyens de production.

La Chine pratique un système de répartition basé principalement sur le principe «à chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail».

Depuis la fondation de la Chine nouvelle en 1949, en particulier ces dix dernières années de réforme et d'ouverture, le rythme de croissance de l'économie chinoise a été parmi les plus rapides au monde. Le produit national brut a augmenté en moyenne de 6,9% par an entre 1953 et 1990, et de 8,8% entre 1979 et 1990.

La plus grande partie du revenu national a été dépensé pour la consommation.

Actuellement, les masses travailleuses chinoises, qui ont de quoi manger et se vêtir, cherchent à parvenir à la moyenne aisance. Les conditions de logement dans les villes comme dans les campagnes sont améliorées. La superficie de logement par personne est passée de 3,6 m<sup>2</sup> en 1978 à 7,1 m<sup>2</sup> en 1990 dans les villes et de 8,1 m<sup>2</sup> à 17,8

m<sup>2</sup> dans les régions rurales.

Le droit au travail est un droit essentiel des citoyens. A la libération de la Chine en 1949, le nombre des chômeurs était de 4,742 millions dans les villes, soit 60% des employés et ouvriers. Après la fondation de la Chine nouvelle, en moins de quatre ans, le gouvernement populaire a trouvé du travail à presque tous les chômeurs légués par l'ancienne Chine. Aujourd'hui, entre 1979 et 1990, la Chine a procuré des emplois à 94 millions de citoyens. Avec le développement des forces productives, des excédents de main-d'oeuvre sont apparus dans les campagnes chinoises. Le gouvernement a décidé que les paysans pouvaient «quitter les champs, mais non les villages», c'est-à-dire que le gouvernement encourage le développement des entreprises rurales et des familles spécialisées dans diverses productions industrielles et d'appoint. C'est ainsi qu'on a réussi à résoudre ce problème. Depuis 1985, le taux de chômage se maintient toujours autour de 2,5% en Chine, ce qui est beaucoup moins élevé que dans le reste du monde.

Le droit à l'instruction est une condition préalable pour assurer un développement complet et libre à l'homme. Dans l'ancienne Chine, plus de 80% de la population étaient illettrés, et seuls 20% des enfants d'âge scolaire pouvaient entrer dans les écoles primaires. En 1989, 99,77% des enfants d'âge scolaire fréquentaient les écoles primaires dans les villes et 97,29% dans les campagnes.

Les services médicaux et sanitaires constituent une condition nécessaire pour garantir à l'homme la jouissance du droit à la santé. M. B.P. Kean, représentant de l'Organisation mondiale de la santé en Chine a dit: le système médico-prophylactique de Chine est vraiment une réussite étonnante. On aurait peine à croire que la Chine est un pays en voie de développement si l'on ne la jugeait que selon l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile, les causes de mort, etc.

Les habitants des villes et des bourgs en Chine ne dépensent cependant que 3 à 5% de leurs revenus pour le logement, les transports en communs et les soins médicaux!

### 4. Planning familial et protection des droits de l'homme.

Une population très nombreuse, les terres cultivées limitées, les ressources par habitant relativement insuffisantes, et le retard de l'économie et de la culture, telles sont les réalités fondamentales de la Chine.

A la fin de 1990, la partie continentale de la Chine comptait 1,14 milliard d'habitants; la population augmente chaque année de 17 millions en moyenne, soit l'équivalent de la population d'un pays moyen. En Chine, la superficie cultivée par habitant est tombée à moins de 0,1 ha, ce qui ne représente que le quart de la moyenne mondiale et il en va de même pour les ressources en eau douce. Un quart de l'accroissement annuel du revenu national est annihilé par l'accroissement de la population.

Devant cette situation grave, pour assurer aux habitants les conditions fondamentales de vie et leur assurer non seulement de la nourriture et des vêtements en suffisance, mais aussi une élévation progressive de leur niveau de vie, la Chine ne peut, comme certains le suggèrent, attendre que son économie soit hautement développée et que cela entraîne naturellement une baisse de la natalité. En effet, le résultat ne saurait être qu'une croissance démographique démesurée et une détérioration encore pire de la situation économique. La Chine ne peut, d'une part, faire des efforts pour développer l'économie, d'autre part, pratiquer le planning familial pour enrayer la croissance démographique et la faire correspondre au développement économique et social. C'est un choix correct et le seul possible pour un gouvernement responsable envers le peuple et les générations futures.

### 5. Droit des minorités ethniques.

La Chine est un Etat unifié multinational qui compte 56 communautés ethniques. La réalisation de l'égalité, de la solidarité et de la prospérité commune des diverses communautés constitue le principe fondamental de la Chine en cette matière. Après la fondation de la Chine nouvelle, on a procédé dans diverses régions de minorités ethniques à une réforme démocratique pour abolir l'ancien régime

social. Au Tibet, près d'un million de serfs ont ainsi été libérés du joug de l'ancien régime social et ont cessé d'être des biens privés des propriétaires pouvant être achetés, vendus, cédés, échangés ou hypothéqués.

### 6. Droits de l'Homme et «droit d'ingérence».

La Chine s'oppose fermement à ce que quelque pays que ce soit se serve des droits de l'homme pour imposer ses valeurs, son idéologie, ses conceptions politiques et son mode de développement à d'autres pays, et pour s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays, en particulier des pays en voie de développement. Les droits de l'homme sont, par leur nature, du ressort de la juridiction nationale d'un Etat; le respect de la souveraineté des Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, qui font partie des règles du droit international, s'appliquent dans tous les domaines des relations internationales et naturellement dans celui des droits de l'homme. Le paragraphe 7 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies stipule qu'«aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat». Dans la Déclaration sur les Principes du Droit International, il est déclaré: «Il est du devoir d'un Etat de s'abstenir d'exploiter et de déformer les questions de droits de l'homme pour s'en servir pour s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats ou faire naître la méfiance et le désordre au sein ou parmi des Etats ou des groupes d'Etats.»

L'opinion, selon laquelle le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays ne s'applique pas au problème des droits de l'homme, va à l'encontre du droit international. Certains se servent des droits de l'homme pour exercer des pressions et imposer leur idéologie à d'autres pays. En fait, ce n'est plus une question de droits de l'homme, c'est une manifestation de politique du plus fort, autrement dit d'intervention dans les affaires intérieures des autres pays.

Ce texte est un résumé d'une brochure éditée par le Conseil des Affaires d'Etat de la R.P. de Chine, novembre 91, Beijing.



Femmes tibétaines en visite au monastère Jokhan, à Lhasa. Au Tibet, près d'un million de serfs ont été libérés du joug de l'ancien régime social et ont cessé d'être des biens privés des propriétaires pouvant être achetés, vendus, cédés, échangés ou hypothéqués.